

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14896]

1^{er} OCTOBRE 2018. — Arrêté ministériel déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur

Le Ministre de la Mobilité,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, les articles 21, 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois des 29 février 1984 et 18 juillet 1990 et 47, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 ;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, les articles 25, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 et du 24 mai 2018 et 32, § 5, alinéa 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 ;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, l'article 23, § 6, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, l'article 7/1, § 2, alinéa 5, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 2005 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur ;

Vu le rapport du 24 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 3 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle du certificat d'enseignement théorique ou pratique, visé à l'article 23, § 6, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, est fixé conformément au modèle qui figure à l'annexe 1^{re}.

Art. 2. Le modèle du certificat d'aptitude, visé à l'article 25, § 6, alinéa 6, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, est fixé conformément au modèle qui figure à l'annexe 2.

Art. 3. § 1^{er}. Le modèle de l'attestation relative à la demande de participation à l'examen théorique en session spéciale, visé à l'article 32, § 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, est fixé conformément au modèle qui figure à l'annexe 3.

§ 2. Le modèle de l'attestation relative à la demande de participation au test de perception des risques en session spéciale, visé à l'article 25, § 10, alinéa 1, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, est fixé conformément au modèle qui figure à l'annexe 3.

§ 3. Les attestations visées aux paragraphes 1^{er} et 2, sont remplies par un centre psycho-médico-social, un institut d'enseignement spécial, un centre d'observation et de guidance, ou un centre d'orientation professionnelle.

Les attestations visées aux paragraphes 1^{er} et 2, sont également remplies par un organisme, association ou centre sans but lucratif, qui est au service de l'intégration et de l'alphabétisation des personnes étrangères ou d'origine étrangère dont les facultés intellectuelles, ou le niveau d'alphabétisation sont insuffisants, et qui sont répertoriés par la Direction générale qui est, au sein du Service public de Wallonie, en charge de l'organisation des centres d'examen du permis de conduire.

Art. 4. Le modèle de l'attestation de réussite de l'examen théorique, visée à l'article 25, § 4, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, est fixé conformément au modèle qui figure à l'annexe 4.

Art. 5. Le modèle de l'attestation de réussite du test de perception des risques, visé à l'article 25, § 7, alinéa 6, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, est fixé conformément au modèle qui figure à l'annexe 5.

Art. 6. Le modèle de l'attestation relative à la formation du candidat et son ou ses guides, visé à l'article 7/1, § 2, alinéa 5, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, est fixé conformément au modèle qui figure à l'annexe 6.

Art. 7. L'article 13 et les annexes 13-1 et 13-2 de l'arrêté ministériel du 30 mars 2005 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, sont abrogés.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2018.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

C. DI ANTONIO

Annexe 1^{re}. CERTIFICAT D'ENSEIGNEMENT**CANDIDAT**

Nom	
Prénom	
Code postal + Commune	
N° Registre national	

Je soussigné(e) directeur, ou son délégué de l'école de conduite agréée sous le n° certifie que le candidat désigné ci-dessus:

- a suivi heures d'enseignement : théorique / pratique / RDV (1) (biffer la mention inutile) pour la catégorie suivante (2). Date du premier cours encore valable (3):
.....
- a suivi heures d'école de conduite après deux échecs : à l'examen théorique/ pratique / TPR (4) / TCTC (5) (biffer la mention inutile), pour la catégorie suivante (2) dont le premier cours encore valable (3) a eu lieu le :
.....

<input type="checkbox"/> B	<input type="checkbox"/> B+96	<input type="checkbox"/> B+E	<input type="checkbox"/> C1	<input type="checkbox"/> C1+E	<input type="checkbox"/> C	<input type="checkbox"/> C+E	<input type="checkbox"/> D1	<input type="checkbox"/> G	
<input type="checkbox"/> D1+E	<input type="checkbox"/> D	<input type="checkbox"/> D+E	<input type="checkbox"/> AM	<input type="checkbox"/> A1	<input type="checkbox"/> A2	<input type="checkbox"/> A	<input type="checkbox"/> B+372	<input type="checkbox"/> B+373	<input type="checkbox"/> B+78

- a suivi six heures d'école de conduite pour la catégorie B, après l'expiration de la validité du PCP (6). L'attestation de délivrance d'un permis de conduire provisoire est jointe. Date du premier cours encore valable (3):
.....

Nom - adresse de l'école de conduite :

.....

.....

.....

Date et signature du directeur ou son délégué :

cachet

(1) RDV : Rendez-vous pédagogique. Le certificat est valable 5 ans, à compter de la date de sa délivrance.

(2) Cochez la (les) case(s) adéquate(s).

(3) Article 16 alinéa 3 de l'arrêté du 23 mars 1998 : Les heures de cours suivies dans une école de conduite sont prises en considération pendant un délai de trois ans.

(4) TPR : Test de perception des risques.

(5) TCTC : Test sur les capacités techniques de conduite.

(6) PCP : Permis de conduire provisoire.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

C. DI ANTONIO

Annexe 2. CERTIFICAT D'APTITUDE**CANDIDAT**

Nom	
Prénom	
Code postal + Commune	
N° Registre national	

Je soussigné(e) Responsable du centre d'examen agréé sous le n° certifie que le candidat désigné ci-dessus:

répond aux conditions prévues par l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, en vue de l'obtention d'un permis de conduire provisoire modèle 18 mois pour la catégorie B.

Le candidat a (1)

- a suivi heures d'école de conduite pour la catégorie B au sein de l'école

Date du premier cours encore valable (2) :

- a suivi un stage de minimum 3 mois sous le couvert d'un permis provisoire 36 mois.

a réussi le test sur les capacités techniques visé à l'art. 25 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire :

- sans restriction
 avec restriction (codes) :

Date et signature du responsable (3) :

Cachet du centre

(1) Cochez la (les) case(s) adéquate(s).

(2) Article 16 alinéas 2 et 3 de l'arrêté du 23 mars 1998 : « Le nombre d'heures prévues aux articles 14, 14bis et 15 peut être atteint en additionnant le nombre d'heures suivies dans deux sièges différents d'une même école de conduire ou encore dans deux écoles de conduites différentes »
« Les heures de cours suivies dans une école de conduite sont prises en considération pendant un délai de trois ans ».

(3) Le certificat est valable 18 mois, à compter de la date de sa délivrance.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

C. DI ANTONIO

Annexe 3. ATTESTATION RELATIVE A LA DEMANDE DE PARTICIPATION EN SESSION SPECIALE

A.R du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire :

- **Art. 25 § 10** : « Les candidats dont les facultés mentales ou intellectuelles, ou le niveau d'alphabétisation, sont insuffisants peuvent, à leur demande, subir le test de perception des risques, en session spéciale, dont les modalités sont approuvées par le Ministre wallon ou son délégué. L'intéressé apporte la preuve qu'il se trouve dans l'un de ces cas, notamment, par la production d'un certificat ou une attestation d'un centre psycho-médico-social, d'un institut d'enseignement spécial, d'un centre d'observation et de guidance ou d'un centre d'orientation professionnelle dont le modèle est déterminé par le ministre wallon ou son délégué. Toutefois, le certificat ou attestation peut être délivré par d'autres organismes désignés par le Ministre wallon ».
- **Art 32. §5** : « Les candidats dont les facultés mentales ou intellectuelles, ou le niveau d'alphabétisation, sont insuffisants peuvent, à leur demande, subir l'examen en session spéciale, dont les modalités sont approuvées par le Ministre wallon ou son délégué. L'intéressé apporte la preuve qu'il se trouve dans l'un de ces cas, notamment, par la production d'un certificat ou une attestation d'un centre psycho-médico-social, d'un institut d'enseignement spécial, d'un centre d'observation et de guidance ou d'un centre d'orientation professionnelle dont le modèle est déterminé par le ministre wallon ou son délégué. Toutefois, le certificat ou attestation peut être délivré par d'autres organismes désignés par le Ministre wallon ».

CANDIDAT

Nom													
Prénom													
Code postal + Commune													
N° Registre national								-				-	

Je soussigné(e) (Nom, Prénom, fonction),
 agissant en tant que responsable pour le compte de.....
 (organisme reconnu (1) +
 coordonnées)

certifie que le candidat désigné ci-dessus répond aux conditions prévues par les art. 25 § 10 et 32 §5 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, lui permettant de présenter :

- L'examen théorique en session spéciale
- Le test de perception des risques en session spéciale

Date et signature du responsable

Cachet de l'organisme reconnu (1)

En cas de doute sur l'authenticité du document ou le statut du candidat, le centre d'examen peut refuser le candidat et faire authentifier le document par le service d'inspection du SPW.

(1) Seuls les organismes désignés dans l'arrêté ministériel du (date) peuvent délivrer l'attestation. L'attestation est valable 1 an, à compter de la date de sa délivrance.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

C. DI ANTONIO

Annexe 4. ATTESTATION DE RÉUSSITE - EXAMEN THÉORIQUE PERMIS B**CENTRE D'EXAMEN**

Nom,
 Adresse (rue, n°, boîte)
 Code postal + Commune
 Téléphone

CANDIDAT

Nom	
Prénom	
Code postal + Commune	
N° Registre national	

RESULTAT POUR L'EPREUVE : B Théorie

Résultat :	Faute(s) :
Date de l'examen :	

Remarques :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date et signature :**cachet**

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

C. DI ANTONIO

Annexe 5. ATTESTATION DE RÉUSSITE – TEST DE PERCEPTION DES RISQUES**CENTRE D'EXAMEN**

Nom,
 Adresse (rue, n°, boîte)
 Code postal + Commune
 Téléphone

CANDIDAT

Nom	
Prénom	
Code postal + Commune	
N° Registre national	

RESULTAT POUR L'ÉPREUVE : TPR

Résultat :	Faute(s) :
Date du Test de Perception des Risques :	Date de réussite de l'examen théorique :

Remarques :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date et signature :

cachet

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

C. DI ANTONIO

Annexe 6. e-learning – CERTIFICAT RENDEZ-VOUS PEDAGOGIQUE

CANDIDAT

Nom	
Prénom	
Code postal + Commune	
N° Registre national	

Je soussigné(e) représentant de l'organisme visé à l'art. 7/1 §2, alinéas 4 et 5 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, certifie que le candidat désigné ci-dessus:

a suivi l'enseignement en ligne du Rendez-vous pédagogique pour la catégorie B.

Nom - adresse de l'organisme :

.....

.....

.....

Date et signature du représentant (1):

cachet

(1) Le certificat est valable 5 ans, à compter de la date de sa délivrance.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/14896]

1. OKTOBER 2018 — Ministerieller Erlass zur Festlegung der Muster bestimmter Dokumente, die in dem Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, in dem Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B und in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen aufgeführt sind

Der Minister für Mobilität,

Aufgrund des am 16. März 1968 koordinierten Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei, Artikel 21, Artikel 23, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976 und abgeändert durch die Gesetze vom 29. Februar 1984 und vom 18. Juli 1990, und Artikel 47, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein, Artikel 25, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017 und 24. Mai 2018, und Artikel 32 § 5 Absatz 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen, Artikel 23 § 6, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B, Artikel 7/1 § 2 Absatz 5, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 30. März 2005 zur Festlegung der Muster bestimmter Dokumente, die in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen aufgeführt sind;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 24. Juli 2018;

Aufgrund des am 3. August 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung des Ausbleibens einer Mitteilung des Gutachtens innerhalb dieser Frist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Beschließt:

Artikel 1 - Das Muster der Bescheinigung über den theoretischen oder praktischen Unterricht nach Artikel 23 § 6 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen wird gemäß dem Muster in Anhang 1 festgelegt.

Art. 2 - Das Muster des Befähigungsnachweises nach Artikel 25 § 6 Absatz 6 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein wird gemäß dem Muster in Anhang 2 festgelegt.

Art. 3 - § 1. Das Muster der Bescheinigung betreffend den Antrag auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung während einer Sondersitzung nach Artikel 32 § 5 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein wird gemäß dem Muster in Anhang 3 festgelegt.

§ 2. Das Muster der Bescheinigung betreffend den Antrag auf Teilnahme an dem Gefahrenerkennungstest während einer Sondersitzung nach Artikel 25 § 10 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein wird gemäß dem Muster in Anhang 3 festgelegt.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Bescheinigungen werden von einem psycho medizinisch sozialen Zentrum, einer Sonderschule, einem Beobachtungs und Betreuungszentrum oder einem Berufsorientierungszentrum ausgefüllt.

Die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Bescheinigungen werden ebenfalls von einer Einrichtung, einer Vereinigung oder einem Zentrum ohne Gewinnerzielungszweck im Dienste der Integration und Alphabetisierung von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft ausgefüllt, deren intellektuelle Fähigkeiten oder Alphabetisierungsstand unzureichend sind, und die von der Generaldirektion registriert sind, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mit der Organisation der Prüfungszentren für den Führerschein beauftragt ist.

Art. 4 - Das Muster der Bescheinigung über das erfolgreiche Ablegen der theoretischen Prüfung nach Artikel 25 § 4 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein wird gemäß dem Muster in Anhang 4 festgelegt.

Art. 5 - Das Muster der Bescheinigung über das erfolgreiche Ablegen des Gefahrenerkennungstests nach Artikel 25 § 7 Absatz 6 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein wird gemäß dem Muster in Anhang 5 festgelegt.

Art. 6 - Das Muster der Bescheinigung über die Ausbildung des Bewerbers und seines bzw. seiner Begleiter nach Artikel 7/1 § 2 Absatz 5 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B wird gemäß dem Muster in Anhang 6 festgelegt.

Art. 7 - Der Artikel 13 und die Anhänge 13-1 und 13-2 des Ministeriellen Erlasses vom 30. März 2005 zur Festlegung der Muster bestimmter Dokumente, die in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen aufgeführt sind, werden aufgehoben.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2018 wirksam.

Namur, den 1. Oktober 2018

C. DI ANTONIO

Anhang 2 - BEFÄHIGUNGSNACHWEIS**BEWERBER**

Name	
Vorname	
Postleitzahl + Gemeinde	
Nationalregisternummer	

Der / Die Unterzeichnete bestätigt als für das zugelassene Prüfungszentrum Nr. verantwortliche Person, dass der oben genannte Bewerber:

- den im Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B vorgesehenen Bedingungen genügt zwecks der Erlangung eines Schulungsführerscheins Modell 18 Monate für die Klasse B.

Der Bewerber (1)

- hat Unterrichtsstunden für die Führerscheinklasse B in der Fahrschule absolviert

Datum des ersten, noch gültigen Lehrgangs (2):

- hat ein durch einen "36 Monate"-Schulungsführerschein gedecktes Praktikum von mindestens 3 Monaten absolviert.

- den Test der technischen Fahrtüchtigkeit nach Art. 25 des Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein bestanden hat :

- ohne Einschränkung
 mit Einschränkung (Codes):

Datum und Unterschrift der verantwortlichen Person (3)

Stempel des Zentrums

(1) Das treffende Feld / die treffenden Felder ankreuzen.

(2) Artikel 16 Absätze 2 und 3 des Erlasses vom 23. März 1998: "Die in den Artikeln 14 und 15 vorgesehene Anzahl Stunden kann erreicht werden, indem die Stunden, die in zwei verschiedenen Sitzen einer selben Fahrschule oder in zwei verschiedenen Fahrschulen besucht wurden, zusammengezählt werden."

"Die in einer Fahrschule besuchten Unterrichtsstunden werden über einen Zeitraum von drei Jahren berücksichtigt."

(3) Die Bescheinigung hat eine Gültigkeit von 18 Monaten ab dem Datum ihrer Ausstellung.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 1. Oktober 2018 zur Festlegung der Muster bestimmter Dokumente, die in dem Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, in dem Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B und in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen aufgeführt sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Oktober 2018

C. DI ANTONIO

Anhang 3 - BESCHEINIGUNG BETREFFEND DEN ANTRAG AUF TEILNAHME IN EINER SONDERSITZUNG**Königlicher Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein:**

- **Art. 25 - § 10.** "Bewerber mit unzureichenden geistigen oder intellektuellen Fähigkeiten oder mit unzureichendem Alphabetisierungsstand können auf ihre Anfrage hin den Gefahrenerkennungstest während einer Sondersitzung, deren Modalitäten vom wallonischen Minister oder von seinem Beauftragten gebilligt sind, ablegen. Die Betroffenen legen den Beweis vor, dass sie sich in einem der vorerwähnten Fälle befinden, insbesondere durch die Vorlage einer Bescheinigung oder eines Attestes eines psycho-medizinisch-sozialen Zentrums, einer Sonderschule, eines Beobachtungs- und Betreuungszentrums oder eines Berufsorientierungszentrums. Das Muster dieser Bescheinigungen oder Attests wird vom wallonischen Minister oder von seinem Beauftragten festgelegt. Die Bescheinigung oder das Attest kann jedoch von anderen Einrichtungen ausgestellt werden, die vom wallonischen Minister benannt werden."
- **Art. 32 - § 5.** "Bewerber mit unzureichenden geistigen oder intellektuellen Fähigkeiten oder mit unzureichendem Alphabetisierungsstand können auf ihre Anfrage hin die Prüfung während einer Sondersitzung, deren Modalitäten vom wallonischen Minister oder von seinem Beauftragten gebilligt sind, ablegen. Die Betroffenen legen den Beweis vor, dass sie sich in einem der vorerwähnten Fälle befinden, insbesondere durch die Vorlage einer Bescheinigung oder eines Attestes eines psycho-medizinisch-sozialen Zentrums, einer Sonderschule, eines Beobachtungs- und Betreuungszentrums oder eines Berufsorientierungszentrums. Das Muster dieser Bescheinigungen oder Attests wird vom wallonischen Minister oder von seinem Beauftragten festgelegt. Die Bescheinigung oder das Attest kann jedoch von anderen Einrichtungen ausgestellt werden, die vom wallonischen Minister benannt werden."

BEWERBER

Name	
Vorname	
Postleitzahl + Gemeinde	<input type="text"/>
Nationalregisternummer	<input type="text"/> - <input type="text"/> - <input type="text"/>

Der / Die Unterzeichnete (Name, Vorname, Funktion),
handelnd als verantwortliche Person für Rechnung von
..... (anerkannte Einrichtung (1) + Kontaktdaten)

bestätigt, dass der oben genannte Bewerber den in Art. 25 § 10 und Art. 32 § 5 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein angeführten Bedingungen genügt, um

- die theoretische Prüfung während einer Sondersitzung abzulegen
- den Gefahrenerkennungstest während einer Sondersitzung abzulegen

Datum und Unterschrift der verantwortlichen Person Stempel der anerkannten Einrichtung (1)

Im Falle eines Zweifels an der Echtheit des Dokuments oder am Status des Bewerbers kann das Prüfungszentrum den Letzteren ablehnen und das Dokument von der Inspektionsstelle des ÖDW authentifizieren lassen.

(1) Nur die in dem Ministeriellen Erlass vom (Datum) bezeichneten Einrichtungen dürfen die Bescheinigung ausstellen. Die Bescheinigung hat eine Gültigkeit von 1 Jahr ab dem Datum ihrer Ausstellung.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 1. Oktober 2018 zur Festlegung der Muster bestimmter Dokumente, die in dem Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, in dem Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B und in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen aufgeführt sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Oktober 2018

C. DI ANTONIO

Anhang 4 - BESCHEINIGUNG ÜBER DAS BESTEHEN DER THEORETISCHEN PRÜFUNG ZUM FÜHRERSCHEIN B**PRÜFUNGSZENTRUM**

Name
 Anschrift (Straße, Nr., BFK)
 Postleitzahl + Gemeinde
 Telefon

BEWERBER

Name	
Vorname	
Postleitzahl + Gemeinde	
Nationalregisternummer	

ERGEBNIS DER PRÜFUNG: B - Theorie

Ergebnis:	Fehler:
Datum der Prüfung:	

Bemerkungen:.....

Datum und Unterschrift**Stempel**

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 1. Oktober 2018 zur Festlegung der Muster bestimmter Dokumente, die in dem Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, in dem Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B und in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen aufgeführt sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Oktober 2018

C. DI ANTONIO

Anhang 5 - BESCHEINIGUNG ÜBER DAS ERFOLGREICHE ABLEGEN DES GEFAHRENERKENNUNGSTESTS

PRÜFUNGSZENTRUM

Name
 Anschrift (Straße, Nr., BFK)
 Postleitzahl + Gemeinde
 Telefon

BEWERBER

Name	
Vorname	
Postleitzahl + Gemeinde	
Nationalregisternummer	

ERGEBNIS DER PRÜFUNG: GEFAHRENERKENNUNGSTEST

Ergebnis:	Fehler:
Datum des Gefahrenerkennungstests:	Datum des Bestehens der theoretischen Prüfung:

Bemerkungen:.....

Datum und Unterschrift

Stempel

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 1. Oktober 2018 zur Festlegung der Muster bestimmter Dokumente, die in dem Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, in dem Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B und in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen aufgeführt sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Oktober 2018

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/14896]

1 OKTOBER 2018. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, en het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rij scholen voor motorvoertuigen

De Minister van Mobiliteit,

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, de artikelen 21, 23, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en 18 juli 1990 en 47, vervangen bij de wet van 9 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, de artikelen 25, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 juli 2017 en 24 mei 2018 en 32, § 5, tweede lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, artikel 23, § 6, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, artikel 7/1, § 2, vijfde lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 maart 2005 tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld bij het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen ;

Gelet op het verslag van 24 juli 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen gericht aan de Raad van State op 3 augustus 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is uitgebracht binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Het model van het getuigschrift van theoretisch of praktisch onderricht, bedoeld in artikel 23, § 6, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rij scholen voor motorvoertuigen, wordt vastgesteld overeenkomstig het model in bijlage 1.

Art. 2. Het model van het bekwaamheidsgetuigschrift, bedoeld in artikel 25, § 6, zesde lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, wordt bepaald overeenkomstig het model in bijlage 2.

Art. 3. § 1. Het model van het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting, bedoeld in artikel 32, § 5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, wordt vastgesteld overeenkomstig het model in bijlage 3.

§ 2. Het model van het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan de risicoperceptietest in bijzondere zitting, bedoeld in artikel 25, § 10, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, wordt vastgesteld overeenkomstig het model in bijlage 3.

§ 3. De getuigschriften bedoeld in de paragrafen 1 en 2, worden ingevuld door een psycho-medisch-sociaal centrum, een speciale onderwijsinstelling, een waarnemings- en begeleidingscentrum of een centrum voor beroepskeuzevoorlichting.

De getuigschriften bedoeld in de paragrafen 1 en 2 worden eveneens ingevuld door een instelling, vereniging of centrum zonder winstoogmerk, vereniging of centrum voor de integratie en alfabetisering van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst die over onvoldoende intellectuele vermogens of alfabetiseringsniveau beschikken en die in een register zijn opgenomen door het directoraat-generaal dat binnen de Waalse overheidsdienst belast is met de organisatie van de examencentra voor rijbewijzen.

Art. 4. Het model van het slaagattest voor het theoretisch examen, bedoeld in artikel 25, § 4, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, wordt vastgesteld overeenkomstig het model in bijlage 4.

Art. 5. Het model van het slaagattest voor de risicoperceptietest, bedoeld in artikel 25, § 7, zesde lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, wordt vastgesteld overeenkomstig het model in bijlage 5.

Art. 6. Het model van het getuigschrift betreffende de opleiding en de kandidaat en van zijn gids(en), bedoeld in artikel 7/1, § 2, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 10 maart 2006 betreffende het rijbewijs, wordt bepaald overeenkomstig het model in bijlage 6.

Art. 7. Artikel 13 en de bijlagen 13-1 en 13-2 van het ministerieel besluit van 30 maart 2005 tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld bij het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, worden opgeheven.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 2018.

Namen, 1 oktober 2018.

C. DI ANTONIO

Bijlage 5. GETUIGSCHRIFT - RISICOPERCEPTIETEST**EXAMENCENTRUM**

Naam
 Adres (straat, nr. bus)
 Postcode + Gemeente
 Telefoon

KANDIDAAT

Naam	
Voornaam	
Postcode + Gemeente	
Rijksregisternummer	

RESULTAAT VOOR HET EXAMEN : RISICOPERCEPTIETEST

Resultaat :	Fout(en) :
Datum van de Risicoperceptietest :	Datum van het slagen voor het theoretisch examen:

Opmerkingen :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Datum en ondertekening :

stempel

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, en het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rij scholen voor motorvoertuigen.

Namen, 1 oktober 2018.

C. DI ANTONIO

Bijlage 6. e-learning – GETUIGSCHRIFT PEDAGOGISCHE AFSpraak

KANDIDAAT

Naam	
Voornaam	
Postcode + Gemeente	
Rijksregisternummer	

Ondergetekende, vertegenwoordiger van de instelling bedoeld in art. 7/1 §2, vierde en vijfde lid van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, bevestigt dat de hiervoor genoemde kandidaat:

de e-learning van de pedagogische Afspraak voor de categorie B heeft gevolgd.

Naam - adres van de instelling :

.....

.....

.....

Datum en ondertekening van de vertegenwoordiger (1) :

stempel

(1) Het certificaat heeft een geldigheid van vijf jaar, te rekenen van de datum van de afgifte ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, en het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rij scholen voor motorvoertuigen.

Namen, 1 oktober 2018.

C. DI ANTONIO